

Réception annuelle de l'UWE – 30 mars 2022

Discours de Pierre MOTTET, Président de l'UWE



Chers membres du fan club de l'UWE,

En septembre, à ceux qui étaient déjà dans cette salle, nous disions vouloir une Wallonie en tête, durablement, ensemble. Et préférer nous concentrer sur la réalisation des projets que nous aurions en commun avec les autres partenaires, plutôt que de nous battre stérilement sur des divergences idéologiques.

L'union sacrée

Six mois plus tard, dans un monde plus chaotique que jamais, nous sommes pleins d'espoir au lendemain de la signature d'un accord que d'aucuns ont qualifié d'union sacrée. Et d'union sacrée, la Wallonie en a critiquement besoin. Un ralliement de toutes les forces vives de bonne volonté, sans tabou, est incontournable si l'on veut enfin rompre les nœuds gordiens qui nous étranglent et qui combinent paradoxalement chômage et métiers en pénurie, une éducation parmi les plus chères du monde par élève et pourtant qui conduit à trop de décrochages ou d'impasses en matière d'emploi, une faible croissance et un fort endettement, une précarité accrue dans un pays de Cocagne par rapport au reste du monde, des problèmes d'énergie et de pollution...

Ces thèmes sont au cœur de l'accord de lundi entre les partenaires et le gouvernement wallon. Toutes les parties se sont entendues pour le co-construire sous l'autorité d'objectifs chiffrés et d'indicateurs de suivi intégrés et détaillés, à partager en toute transparence pour aligner les choix sur les faits. Tout cela, c'est une révolution. Et je salue le ministre-président qui, par sa patience et sa ténacité, a permis la concrétisation de cet accord avec le soutien de ses vice-présidents, impatients d'avancer.

Ce sens de l'urgence est plus que jamais nécessaire pour recréer ensemble la culture de création de valeur qui a fait la Wallonie d'avant-hier et dont les composants sont toujours là si on veut les nourrir.

Les sceptiques diront que les promesses n'engagent que ceux qui y croient et qu'il ne s'agit jusqu'ici que d'expressions de bonnes intentions, voire de manœuvres pour distraire l'attention des autres projets. « *The proof is in the pudding* », disent les Anglais. Et nous serons tous très attentifs à trouver dans l'assiette ce qui se trouvait au menu sous peine de quitter la table bien avant le dessert.

Mais nous préférons à ce stade nous engager sans réserve pour faire un succès de cette union sacrée, en construisant la route et la confiance en marchant, pour reprendre une expression chère au ministre-président qui avait bien réussi au Plan Marshall.

Je suis donc plus optimiste que jamais.

La Wallonie ne manque pas d'atouts. Dois-je encore rappeler que le BW est la province la plus riche de Belgique et que cela n'est pas dû qu'à la proximité de Bruxelles, loin de là. Il n'y a pas une fatalité wallonne, même si le passé pèse plus lourd à certains endroits. Et l'on voit des signes qui font penser que le succès pourrait faire tache d'huile ailleurs.

Les 6 derniers mois ont d'ailleurs encore mis en lumière des histoires qui donnent envie d'y croire.

Nous venons d'entendre un témoignage engageant sur le digital dans un environnement difficile. Dans le digital, Odoo, nommée entreprise de l'année, exemplifie – tant par sa philosophie de gestion que par son succès – la réalité d'un pôle digital en Wallonie, qui rayonne sur le monde, avec des entreprises comme I-Care, N-Side, Aerospacelab, Cluepoints, EVS, NSI, NRB, Dreamwall, Telemis et j'en passe. On ne doit plus se féliciter du succès de notre activité Biotech et Medtech, que nos voisins nous envie. Et notre nouveau manager de l'année de chez Magotteaux met le projecteur sur le secteur de l'industrie lourde avec un acteur de taille mondiale particulièrement ancré dans le développement durable. Réjouissons-nous de ces succès : il faut passer du « faire envie », mal wallon, au « donner envie », en particulier chez les jeunes générations. Et si l'on ajoute d'autres nominés comme John Cockerill et Galactic, ainsi que les poids lourds que sont GSK, Techspace aero, la FN ou UCB, on commence à espérer un bon mix entre grandes entreprises historiques et entreprises de demain pour créer notre prospérité future puisque, et il faut toujours le répéter, le succès de l'entreprise est LA condition nécessaire à toute redistribution. Ces succès ne sont heureusement pas les seuls de Wallonie, mais ils reflètent des priorités qu'on a eu le courage de mettre sur des secteurs où un potentiel et une masse critique étaient pressentis.

Dans un monde aux ressources limitées, avec une région déjà trop endettée (à concurrence de 200% du budget) dont on ne connaît pas le futur institutionnel ni les taux d'intérêt futurs qui lui seront appliqués, il est indispensable de se concentrer sur les projets... indispensables.

La peur d'une Wallonie en faillite virtuelle ne peut pas être juste une formule incantatoire. Elle doit mener à l'action. Cette action doit s'inscrire dans une vision pour les Wallons qui inclut une capacité d'autonomie financière, au niveau collectif et au niveau individuel, basée non sur l'assistanat mais sur la responsabilisation, sans exclure la solidarité, au contraire, et dans une perspective de prospérité commune. A défaut d'un Budget Base Zéro (BBZ) qui produise des économies substantielles et rapides, il faut reconnaître que des projets « nice to have » ne sont pas compatibles avec un état de faillite virtuelle. Et encore moins s'ils s'accompagnent d'une institutionnalisation de dépenses qui devaient être, au mieux, limitées à la durée de ces projets. On ne peut comprendre que des centaines de CDI – qui grèveront les budgets futurs sans limite de temps – soient engagés pour faire réaliser des projets à durée limitée par des organismes qui comptent déjà des milliers de personnes, parmi lesquelles on aurait pu espérer que des réaffectations soient possibles, par ex par suite du BBZ.

Car l'argent ne tombe pas du ciel pour financer entre autres les 319 projets du plan de relance, même s'ils sont majoritairement utiles. C'est l'argent des contribuables, belges ou européens, d'aujourd'hui ou de demain. Il serait éthiquement injustifiable d'endetter nos générations futures pour couvrir les dépenses courantes des générations présentes. Il est temps d'ailleurs de disposer d'une comptabilité régionale qui fasse la part entre les dépenses courantes, qui doivent être à l'équilibre, et les dépenses d'investissement, qui doivent pouvoir être justifiées par une rentabilité différée mais identifiée.

Et ceci sans même parler des crises futures qui ne manqueront pas de survenir et qui demanderont de mobiliser de nouveaux moyens. « *Si vous voulez faire rire les dieux, parlez-leur du futur* », citait Philippe de Woot pour rappeler la prééminence de l'agilité sur des plans figés. Après le Covid et les inondations, on voyait la nécessité d'un plan de relance pour sortir d'une grande dépression. Depuis, on est déjà passé par une phase de surchauffe de l'économie, y compris sur l'emploi, suivie d'une nouvelle crise militaire qui, au-delà des drames humains, a exacerbé les tensions sur le coût de l'énergie et les chaînes d'approvisionnement, menaçant de nouveau à court terme la survie de certaines de nos entreprises et l'équilibre financier des ménages. Notre gouvernance budgétaire doit donc garder une capacité d'arbitrage par rapport aux crises à venir et permettre de continuer en priorité le soutien public, lequel a généralement été bien assuré dans les crises précédentes (avec certains bémols).

Durablement

Si la brutalité de ces crises rend indispensable une continuation des mesures de soutien ciblé à la population et aux entreprises à court terme, des solutions plus structurelles n'en sont pas moins indispensables. L'Europe voit depuis le début de cette année à quel point son manque d'investissement dans des domaines fondamentaux au profit de dépenses courantes plus populaires auprès des électeurs peut l'avoir mise dans une situation de dépendance insupportable. On veut croire qu'à tous les niveaux de pouvoir jusqu'à la Région et au-delà, cela va pousser à accélérer un recentrage incontournable. La brutalité de la flambée des prix de l'énergie rend la chose insupportable. Pourtant, un renchérissement significatif du coût de l'énergie fossile dans la durée était inévitable, ne serait-ce que pour combattre la menace pour l'humanité que constitue la situation climatique. Si problème il y a, c'est aussi parce que l'on n'a pas pu investir assez vite dans le remplacement du charbon, du pétrole et du gaz par de l'énergie propre, européenne et à prix stabilisé, que ce soit pour la mobilité ou les sources de chaleur. Don't look up, si vous voyez ce que je veux dire. A notre échelle, la meilleure énergie étant celle qu'on ne consomme pas, on peut cependant se réjouir du poids des projets d'économie d'énergie dans le plan de relance. On aurait pu même vouloir faire plus et le privé doit pouvoir encore venir faire levier. Encore faudra-t-il disposer dans la Région de la main-d'œuvre nécessaire. Là aussi, le monde de l'entreprise est prêt à s'investir dans la formation et attend avec impatience les appels à projet. Pour l'activité industrielle, l'hydrogène semble incontournable. Et je ne suis pas sûr que le plan belge sur l'hydrogène – qui, à part quelques petits investissements de mobilité, mise sur la production d'H2 dans les pays du Golfe et son importation en Europe via Anvers – a pris pleinement la mesure de la leçon de la dépendance au gaz russe. Par-delà, il reste que, face au défi d'une génération, les investissements faits par la Belgique dans le domaine restent insuffisants, même en prenant en compte les plans de relance.

Dans un monde où l'intégration sociale par le travail est en berne et les ressources (dont l'énergie) sont rares et limitées, on peut en venir à se demander s'il n'est pas temps d'aller au bout d'un « tax shift » qui supprimerait ou presque, dans un horizon de temps raisonnable, l'impôt sur les revenus et le travail (et donc le travail en noir et les pièges à l'emploi), pour le reporter sur la consommation à proportion des externalités négatives qu'elle comporte et en tenant compte des situations de précarité.

Le développement durable, ce n'est pas que l'environnement, qui n'est pas que le climat, qui n'est pas que le CO₂, qui n'est pas que l'énergie. C'est pourquoi l'UWE espère pouvoir démultiplier les actions de ses entreprises au-delà de l'efficacité énergétique par la mise en œuvre de nouveaux accords de branche qui viseraient la dimension climatique et écologique dans son ensemble. Et en parallèle, on peut se réjouir de voir plus d'entreprises s'engager dans la voie d'un développement durable intégral, que ce soit à travers les séances de sensibilisation du gouvernement réalisées par l'UWE, la certification des CCI et même le succès que rencontre la certification B-Corp, très exigeante et qui vient de récompenser Spadel après Technord.

L'énergie entrepreneuriale, la fierté de soi et de son autonomie, le respect des limites de la planète sont des dimensions qui doivent mobiliser toutes les parties ensemble dans une histoire commune.

Ensemble

Et pour boucler la boucle, mon dernier mot sera pour revenir à ce test d'une union sacrée autour du plan de relance. Un petit pas pour le plan de relance qui pourrait être un grand pas pour le déploiement d'une vision nouvelle et partagée pour la Wallonie. Sur base de la confiance que nous espérons construire avec les autres partenaires dans l'expérience du plan de relance – et ce ne sera pas tous les jours facile –, nous espérons qu'il sera possible de construire ensemble et sans tabou une nouvelle vision partagée du futur de la Wallonie dans un pacte sociétal refondé.

Si nous voulons que notre pays de Cocagne ne disparaisse pas, il va falloir construire un nouvel « Ensemble »

Quand je dis Ensemble, je ne vise pas le « Ensemble » qui est une juxtaposition d'intérêts découlant de l'arithmétique électorale et qui se répartit les budgets chacun chez soi, parfois dans de petits arrangements entre amis, parfois de manière conflictuelle. Ni le « Ensemble » qui fait grandir en taille les institutions, ne serait-ce que pour recaser les bons serviteurs du parti selon une grille qui est même institutionnalisée, sans tenir compte des compétences (sans impliquer aucunement que les candidats ne sont jamais de qualité). Ni le « Ensemble » où l'un abuse de l'autre (qu'il soit dans les moins fortunés ou les plus fortunés).

Par « Ensemble », nous visons bien un projet de société, un narratif qui, au-delà du plan de relance, donne une perspective et refonde l'équilibre des droits et devoirs des citoyens wallons. Un équilibre dans lequel tout le monde se doit (au moins moralement) de contribuer à sa mesure à la société dont il obtient, par la solidarité des autres, tous les services et avantages que notre Etat-Providence peut encore fournir (mais pour combien de temps ?). Les changements de culture sont les plus longs et les plus difficiles à réaliser, d'autant qu'on a laissé trop longtemps un sentiment d'abandon et un droit à l'assistanat gagner certaines parties de la population. Il nous faut prendre cette question Ensemble à bras le corps, de manière factuelle et sans tabou, à travers nos grandes faiblesses que sont l'enseignement, le chômage sous toutes ses formes ou les fraudes de toutes sortes. Cette vision doit définir un consensus sur les grands enjeux qui soient assez clairs pour concentrer les moyens dessus et qui permette d'opérer les arbitrages stratégiques nécessaires. La logique démocratique veut qu'on écoute les citoyens et qu'on trouve des réponses aux questions posées. Mais sans que cela ne permette à des individus ou des entreprises de prendre en otage la résolution des grands enjeux sociétaux tels que le climat, dans le cas des éoliennes ou la boucle du Hainaut, ou de notre place dans le monde, comme dans le cas de la 5G. On sait que plus tard on s'en occupera, plus ils coûteront cher.

L'UWE réfléchit via son projet Odyssée à une telle vision en impliquant la société civile. Sur base de l'expérience qui a débuté lundi, notre union sacrée pourrait faire évoluer cette vision pour enclencher ensemble des modifications fondamentales pour la Wallonie de demain et d'après-demain, en mettant autour d'une même table l'économie, le social et l'écologie avec le gouvernement. Ce sera bien sûr toujours au gouvernement de décider. Et c'est ce qu'on attend de lui. Mais qui mettrait en doute le mérite d'une vision sur laquelle les composantes entrepreneuriale, syndicale et environnementale de la société s'accordent ? C'est en tous cas le pari que nous voulons prendre et pour lequel je veux encore une fois saluer l'audace et la ténacité du ministre-président et des vice-présidents. On verra comment ce pari va tourner. Mais c'est potentiellement la base d'un tournant fondamental pour un projet qui ne se complaît pas dans le « aquoibonisme » ou le « toudibonisme » mais qui veut d'une autre Wallonie, fière, responsabilisante, inclusive et tournée vers le futur, comme nos entreprises l'exemplifient.

Je vous donne déjà rendez-vous au deuxième semestre pour voir où l'on en est.